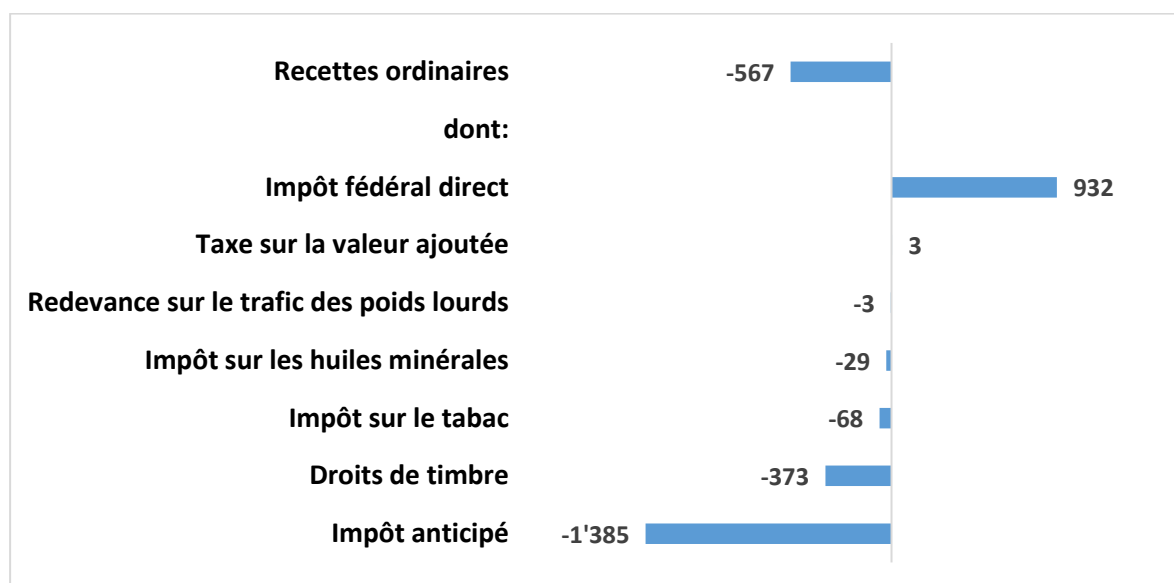




## Annexe au communiqué concernant le compte 2016

### Évolution des recettes (en millions de francs, par rapport au compte 2015)



Après avoir enregistré une croissance exceptionnellement forte en 2015, les recettes ont diminué de 0,8 % (soit de 567 millions) en 2016. Leur évolution se différencie par conséquent nettement de celle de l'économie (+ 0,9 % selon les prévisions du groupe d'experts du 15 décembre 2016). Les produits de l'impôt anticipé et des droits de timbre en particulier ont affiché un recul. Seul l'impôt fédéral direct a enregistré un rendement nettement supérieur, grâce à la hausse des paiements anticipés.

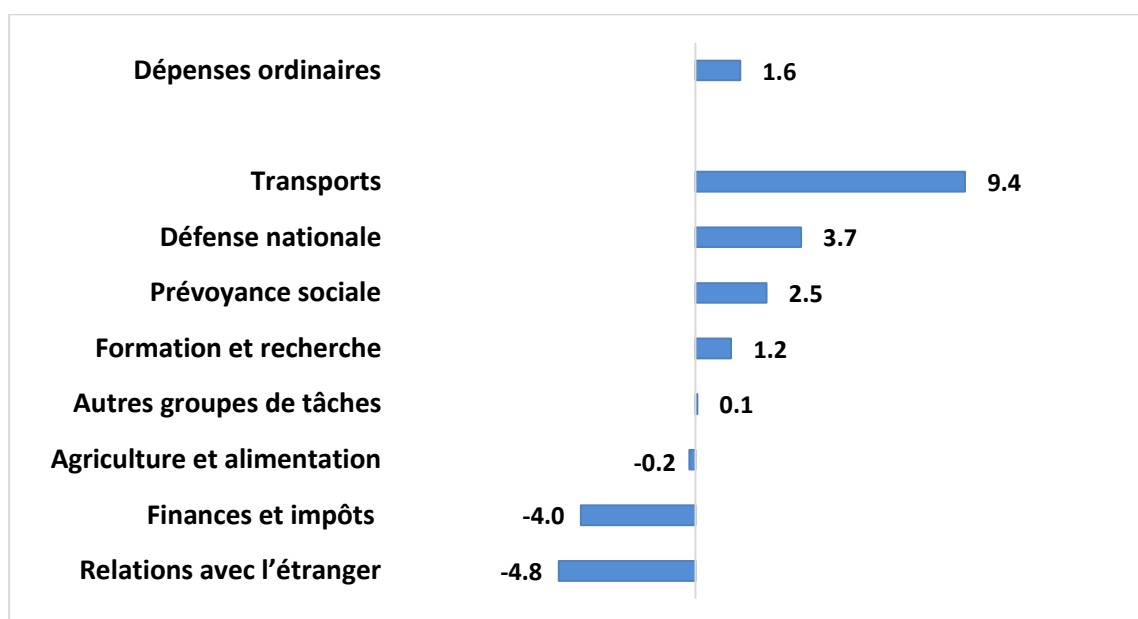
- Les recettes provenant de l'**impôt fédéral direct** dépassent de 0,9 milliard le résultat de l'année précédente. L'impôt sur le bénéfice a été le principal agent de la progression, car son produit a augmenté de 0,8 milliard (+ 8,6 %) par rapport à 2015. Quant à l'impôt sur le revenu, il affiche une hausse de 0,2 milliard (+ 1,6 %). La croissance est surtout influencée par le fait que les contribuables ont eu tendance à acquitter leur impôt fédéral direct de façon anticipée. Les taux d'intérêt négatifs et la rémunération des paiements anticipés (0,25 %) ont sans doute favorisé cette évolution.
- Ayant stagné par rapport à l'année précédente (+ 3 millions, soit 0 %), les revenus de la **taxe sur la valeur ajoutée** sont inférieurs au montant budgétisé. Leur progression est donc nettement inférieure à la croissance économique nominale attendue (+ 0,9 %), notamment en raison de la radiation de créances non recouvrables s'élevant à 127 millions. Abstraction faite de ce facteur spécial, les recettes augmentent de 0,6 %.
- Le produit de la **redevance sur le trafic des poids lourds** est resté à peu près stable (- 3 millions) par rapport à l'année précédente. Cette évolution découle du renouvellement du parc de véhicules, les détenteurs acquérant des véhicules moins polluants et donc moins fortement taxés.

- Les revenus de l'**impôt sur les huiles minérales** ont baissé par rapport à l'année précédente (- 29 millions). Le recul des recettes est imputable, entre autres, à l'utilisation accrue de biocarburants exonérés de l'impôt. Pour des raisons liées à l'évolution conjoncturelle, le Conseil fédéral a renoncé, pour l'instant, à introduire une hausse d'impôt compensatoire sur ces carburants.
- Les recettes provenant de l'**impôt sur le tabac** ont, elles aussi, accusé une diminution (- 68 millions). Cet impôt a souffert d'un recul des ventes supérieur à la moyenne (- 3 %). En raison de l'abandon du taux plancher de l'euro et de la cherté des cigarettes vendues en Suisse qui en résulte, le tourisme d'achat dans les pays voisins a augmenté.
- Le produit des **droits de timbre** a reculé de 373 millions par rapport à 2015. La forte diminution (- 15,6 %) est imputable tant au droit de timbre de négociation qu'au droit de timbre d'émission. Les recettes issues de l'imposition des opérations boursières effectuées par les négociants suisses en valeurs mobilières et des émissions de capital propre sont inférieures à celles qui avaient été enregistrées en 2013.
- Après avoir atteint un niveau record en 2015, le produit de l'**impôt anticipé** a fortement baissé en 2016 (- 1,4 milliard). Le recul des rentrées (- 4,2 milliards, notamment dans le domaine des dividendes) a été partiellement compensé par la diminution des remboursements (- 2,8 milliards). Une autre raison de cette stagnation est la décision prise l'automne dernier par le Parlement de rembourser les intérêts moratoires perçus depuis 2011 dans le cadre de la procédure de déclaration (initiative parlementaire 13.479). Des créances d'un montant de 483 millions ont par conséquent été amorties en 2016.

Tableau: évolution des recettes en 2016

en mio de CHF	Compte	Budget	Compte	Écart p. r. au C		Écart p. r. au B	
	2015	2016	2016	mio	%	mio	%
<b>Recettes ordinaires</b>	<b>67'580</b>	<b>66'733</b>	<b>67'013</b>	<b>-567</b>	<b>-0.8</b>	<b>280</b>	<b>0.4</b>
<i>dont:</i>							
Taxe sur la valeur ajoutée	22'454	23'210	22'458	3	0.0	-752	-3.2
Impôt fédéral direct	20'125	19'367	21'057	932	4.6	1'690	8.7
Impôt anticipé	6'617	5'696	5'233	-1'385	-20.9	-463	-8.1
Droits de timbre	2'393	2'325	2'021	-373	-15.6	-304	-13.1
Impôt sur les huiles minérales	4'717	4'835	4'688	-29	-0.6	-147	-3.0
Impôt sur le tabac	2'198	2'124	2'131	-68	-3.1	7	0.3
Redev. sur le trafic des poids lourds	1'457	1'460	1'454	-4	-0.2	-6	-0.4
Distribution du bénéfice de la BNS	667	333	333	-333	-50.0	0	0.0

## Évolution des dépenses par groupe de tâches (en %, par rapport au compte 2015)



Les dépenses de la Confédération ont augmenté de 1 milliard par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 66,3 milliards (+ 1,6 %). Les augmentations de dépenses sont dues principalement aux domaines des transports (constitution du fonds d'infrastructure ferroviaire), de la prévoyance sociale (notamment la migration, l'assurance-maladie, l'assurance-vieillesse) et de la défense nationale. En revanche, les dépenses au titre des relations avec l'étranger (aide au développement) ainsi que des finances et des impôts (intérêts passifs) ont diminué. Au total, le montant des dépenses est inférieur de 1 milliard au montant prévu au budget, notamment en raison des intérêts négatifs (agios sur les emprunts dont le montant a été relevé) et de la faible participation aux mesures nationales de remplacement du programme européen de recherche Horizon 2020.

- **Relations avec l'étranger et coopération internationale** (3,5 milliards, - 4,8 %) : d'importantes mesures d'économie, notamment dans le domaine de l'aide au développement, ont été mises en œuvre dans le cadre du budget 2016. Les dépenses consacrées aux relations avec l'étranger ont diminué pour cette raison.
- **Défense nationale** (4,6 milliards, + 3,7 %) : les dépenses dans ce domaine ont notablement augmenté en raison principalement d'un nouvel accroissement des dépenses d'armement.
- **Prévoyance sociale** (22,5 milliards, + 2,5 %) : les principaux facteurs de dépenses dans le cadre de la prévoyance sociale étaient le nombre élevé de demandes d'asile déposées l'année précédente, la hausse des coûts de la santé et l'AVS. En revanche, les dépenses destinées à l'AI ont régressé, en particulier grâce à la réduction du taux de rémunération de la dette de l'AI.
- **Formation et recherche** (7,1 milliards; + 1,2 %) : l'une des principales causes de la croissance, relativement modérée en comparaison pluriannuelle, des dépenses en la matière réside dans le fait que la participation aux mesures nationales de remplacement du programme européen de recherche Horizon 2020 n'a pas été aussi importante que prévu.
- **Finances et impôts** (9,2 milliards, - 4,0 %) : grâce aux intérêts négatifs, la Confédération a enregistré des agios élevés sur les emprunts dont le montant avait été augmenté. En 2016, les agios étaient encore intégralement imputés aux dépenses d'intérêts, permettant une

forte réduction des dépenses de ce groupe de tâches, bien que les parts de tiers aux recettes de la Confédération aient augmenté en raison de la hausse des revenus enregistrée par l'impôt fédéral direct. À partir de 2017, les agios seront répartis sur la durée de l'emprunt correspondant.

- **Agriculture et alimentation** (3,7 milliards, - 0,2 %): les dépenses en faveur de l'agriculture ont à nouveau diminué modestement. En revanche, les paiements directs ont légèrement progressé.
- **Transports** (9,1 milliards, + 9,4 %): la forte progression de ce domaine résulte de la constitution du fonds d'infrastructure ferroviaire, qui prévoit l'octroi de ressources supplémentaires aux transports publics.
- **Autres groupes de tâches** (6,5 milliards, + 0,1 %): au total, un montant identique à celui de l'exercice précédent a été consacré aux autres groupes de tâches (conditions institutionnelles et financières, ordre et sécurité publique, culture et loisirs, santé, environnement et aménagement du territoire, économie).

Tableau: évolution des dépenses par groupe de tâches en 2016

en mio de CHF	Compte 2015	Budget 2016	Compte 2016	Écart p. r. au C		Écart p. r. au B	
				mio	%	mio	%
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>65'243</b>	<b>67'229</b>	<b>66'261</b>	<b>1'018</b>	<b>1.6</b>	<b>-968</b>	<b>-1.4</b>
Relations avec l'étranger	3'717	3'617	3'540	-177	-4.8	-77	-2.1
Défense nationale	4'466	4'732	4'631	164	3.7	101	-2.1
Formation et recherche	7'046	7'358	7'133	88	1.2	224	-3.0
Prévoyance sociale	21'987	22'442	22'532	546	2.5	90	0.4
Transports	8'322	9'231	9'104	782	9.4	127	-1.4
Agriculture et alimentation	3'667	3'704	3'659	-8	-0.2	-45	-1.2
Finances et impôts	9'533	9'314	9'152	-381	-4.0	161	-1.7
Autres groupes de tâches	6'505	6'832	6'509	4	0.1	323	-4.7